

Quelle Mauritanie pour 2030 ?

C'est à cette stimulante réflexion, "Quelle mauritanie pour 2030" qu'ont été conviés les participants de l'atelier sur le renforcement du dialogue pour l'atteignabilité des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), organisé les 26 et 27 janvier 2005 dans le décor féérique de l'hôtel Novotel T'Feïla à Nouakchott. La Mauritanie de demain sera celle qui sera construite aujourd'hui. Des instruments modernes existent pour dessiner les futurs possibles, qui viennent nourrir la fascination de l'inconnu; à nos jours, on continue de confier nos angoisses et nos espoirs à l'ésotérisme, boules de cristal, cauris, chiromancie, giromancie et autres signes du zodiaque.

Organisée par le gouvernement mauritanien, représenté à l'ouverture par le ministre des Affaires Économiques et du Développement, M.Sidi Ould Didi et le Commissaire aux Droits de l'Homme, M.Hamadi Ould Meimou d'une part, et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en la personne de la représentante résidente Mme Cécile Molinier d'autre part, l'atelier sur la prospective a bénéficié de l'appui de la Coopération française. Ce fut l'occasion pour l'aréopage intellectuel et l'élite dirigeante du pays d'apprécier le talent professoral de MM.Alioune Sall et de Jacques Giri, respectivement directeur de l'Institut Futur Africain et ancien membre du Club du Sahel.

L'avenir n'est pas écrit d'avance, selon le conférencier, M.Alioune Sall. C'est un espace vierge, un domaine de liberté et de conquête qui est le seul façonnable par les hommes. "Le passé ne nous appartient pas, il est du domaine de l'immuable, donc impossible d'y revenir et de le reconstruire, le présent est à Dieu et seul le futur nous appartient", dira le conférencier citant un vieux sage gabonais. L'avenir est donc loin d'être prédéterminé et tout n'est pas finalement encore joué. Mais comme tout système biologique et humain, il comporte un facteur d'imprévisibilité intrinsèque qui fait que le futur n'est plus ce qu'il était. Le monde est devenu complexe eu égard à l'interaction des sociétés humaines et à l'interdépendance accentuée par la mondialisation et la globalisation. Aucun pays ni aucun groupe social ne peut plus vivre isolément. Ils sont peu ou prou façonnés par l'environnement mondial, soumis à des forces exogènes qui les transcendent. La Mauritanie n'échappe pas à la règle.

Les Méthodes de la réflexion prospective

Cet aspect sera abordé par le professeur Jacques Giri, ingénieur des mines qui a servi en Mauritanie dans les années 60, précurseur du projet de dessalement de l'eau de mer pour une population nouakchottaise soumise à l'époque à une pénurie en eau.

Selon lui, l'étude prospective dépend de trois facteurs : le passé, le vécu et le projet d'avenir qui se forge une Nation, un Continent, un sous-continent, un pays, une entreprise...

La caractéristique commune aux écoles américaines et françaises, c'est qu'il s'agit d'approches systémiques qui se fondent sur le postulat selon lequel toutes les communautés humaines sont des systèmes où tous les aspects sont liés. En ce sens, l'être humain n'est pas seulement homo economicus, mais il est également façonné par d'autres facteurs, culturels et sociaux. Le système humain est ainsi complexifié par l'interaction, les influences des environnements immédiats et lointains, leur interpénétration et leur imbrication.

Aussi, les prospectivistes font recours à des schémas simplifiés des systèmes en les normalisant ou en se laissant guider par leur intuition dans le choix des variables nécessaires à leur réflexion. Mais la simplification est porteuse de subjectivité et la précaution dicte dès lors de ne pas prendre les résultats de la réflexion prospective pour des vérités coraniques. L'approche systémique doit être ainsi confiée à des équipes pluridisciplinaires issues du milieu et doit revêtir un aspect participatif.

Les différentes phases d'une réflexion prospective

Le conférencier distingue trois grandes phases d'importance inégale aussi bien en volume de travail qu'en facteur temps :

- 1ère étape : base de données ou phase opératoire, celle de la collecte de données et d'informations. C'est la phase la plus fastidieuse et la plus longue, de laquelle dépendront toutes les étapes suivantes. Elle consiste à explorer le passé lointain et le présent. C'est la méthode rétrospective. À côté, se trouve la méthode empirique, celle qui a servi à l'élaboration du "Futur Africain 2025". Cette méthode repose sur l'analyse structurelle qui ne prend en compte que les variables les plus influents et les plus importants dans sa construction de l'avenir envisagé. C'est une recette qui loin d'être magique, explicite les projets

concoctés par les groupes d'experts chargés d'élaborer les projets futurs.

C'est l'étape d'identification des invariants, des tendances lourdes et des germes de changement, qui devra déboucher sur la construction des scénarios ou scénaris. Ces derniers prendront en compte les hypothèses formulées sur l'environnement climatique, l'évolution des forces internationales, telle que la place futur de la Chine dans le monde par exemple...

- 2ème étape : la construction des scénarios : nous sommes au coeur de la réflexion prospective. Comme au cinéma, et encore plus loin au théâtre de la Comédie de l'Art qui a légué ce mot "scénario" d'origine italienne à la langue française, les prospectivistes campent un décor, placent les acteurs avec une liberté interprétative diverse et s'évertuent dans ce tableau à rechercher les bonnes images et les cheminements plausibles pour parvenir à une fin souhaitée.

"Afrique 2025"

Coordonnée par l'Institut Futur Afrique que dirige le Pr. Alioune Sall, l'étude destinée à l'Afrique subsaharienne a profité à une vingtaine de pays avec des succès mitigés pour son opérationnalité à cause des conflits, des crises humanitaires et catastrophes naturelles. Cette étude qui a débouché sur un "Guide pour la prospective en Afrique" publié aux éditions Karthala, a duré trois années (1999-2002). Elle est le fruit d'une réflexion menée par une équipe totalement africaine, constituée de six hommes et de six femmes aux spécialités diverses. Une équipe qui au terme d'une odyssée intellectuelle a sillonné l'Afrique du Sud, les bords de la Seine à Paris et les confins du lac Lemman, pour finalement offrir au Continent la plus belle analyse structurelle jamais entreprise sur le continent.

Cette réflexion s'est déroulée en quatre étapes. Il s'agissait d'abord de procéder à un découpage des réalités africaines en quatre gros morceaux : l'étude de la population, la production, les sociétés africaines et l'étude des pouvoirs en Afrique. Le chapitre final est une synthèse pour une vision

prospective du sous-continent et la construction des scénarios.

L'un des défis majeurs de l'Afrique est la pandémie du Sida : 70 % des personnes vivant avec le virus au monde sont africains.

L'Afrique souffre également de l'archaïsme de sa structure économique. En effet, le continent est héritière de la période coloniale qui lui a légué des économies de rente et des croissances faibles. Les programmes d'ajustement structurels ont certes transformé quelques économies de rente en économie de marché, mais la tendance archaïque subsiste. À part l'île Maurice, le Ghana et l'Afrique du Sud, entre autres, les pays africains sont exclusivement exportateurs de produits agricoles, miniers ou de pêche, au moment où partout dans les autres continents, les pays créent des richesses et exportent des produits manufacturés et de services. L'intégration à l'économie mondiale se fait mal et les matières premières africaines ont de plus en plus des difficultés à s'écouler, soumis aux desiderata d'un marché financier international qui leur impose ses prix.

Enfin, l'Afrique n'attire pas les investissements. Elle ne capte que 1 % du flux des IDE (investissement étranger direct), au moment où l'Asie en absorbe 20 %. Il faut ajouter à cela que l'Afrique est fortement endettée, malgré les appuis de réduction en faveur des PPTE. Par delà toutes ces difficultés, constate M.Alioune Sall, l'Afrique n'est pas morte, les Africains

ont réussi à faire face à leurs problèmes démographiques, aux maladies et à l'archaïsme de leur schéma économique. L'Afrique a même évolué. Les agrégats macro-économiques ne reflètent pas totalement la réalité complexe des situations et les sociétés africaines ne se laissent pas emprisonner par les schémas classiques.

Nous sommes, ajoute le conférencier, dans des sociétés où les unités de production sont détenues par des communautés familiales. Le sang et le rang deviennent ainsi un atout pour l'accès à la richesse et au pouvoir économique. La minimalisation des risques constitue la préoccupation des opérateurs au détriment de l'accumulation des biens économiques.

L'étude des pouvoirs en Afrique quant à elle, permet d'aboutir à trois grandes conclusions. Au commencement était la prédominance du modèle soviétique, source d'inspiration des premiers dirigeants africains subjugués par le marxisme-léninisme. C'est la période des partis uniques et de l'unilatéralisme paternaliste des pères fondateurs.

Il y a eu ensuite la fin de la guerre froide et l'assèchement de l'aide publique au développement.

L'Afrique n'intéresse plus, elle est banalisée. C'est l'intrusion des institutions de Bretton Wood dans les économies des pays pauvres, l'immixtion dans la formulation de leur politique

Suite page 9

Quelle Mauritanie pour 2030 ?

de développement et leur caporalisation. Enfin, l'époque de la démocratisation et ses avancées inégales en Afrique. Aujourd'hui, le continent est à la croisée des chemins. Il reprend sa place sur le plan démographique dans le monde, son apport culturel dans l'universel est de plus en plus valorisé et sa singularité reconnue.

Sur un autre plan toutefois, l'Afrique est un continent dominé, d'une façon subtile, par le néocolonialisme, sous sa forme déguisée, la mondialisation qui prend de plus en plus de l'ampleur. Aussi, est-il impératif selon M.Sall que l'Afrique prenne sa place dans le train de l'économie mondiale.

"Sahel Sénégal 2015"

Avant d'aborder le sujet proprement dit, M.Jacques Giri livre des exemples où l'étude prospective a mené des États comme Singapour et la Malaisie vers un développement industriel, type pays OCDE. Dans les années 70, avance-t-il, Singapour, ville-État qui s'était détachée de la Malaisie était peu développée. Mais elle s'est dotée d'un outil prospectif avec une échéance de 40 ans, actualisée tous les 5 ans. Cette réflexion prospective a engendré une stratégie à long terme qui a placé le pays en moins de trente ans dans une position d'expor-

tateur de produits industriels et de services. La démarche suivie dans ce cadre précis comporte une phase exploratoire des futurs possibles et un plan plus stratégique sous la main du Premier ministre. Il s'est agi d'abord d'identifier les créneaux industriels et les services envisagés pour attirer les investissements nationaux et étrangers. Le gouvernement singapourien s'est inspiré du modèle pour la formulation de ses politiques de développement infrastructurel, (le Port de Singapour est aujourd'hui de renommée internationale). Mais l'essor de ce petit pays résulte essentiellement, selon M.Giri, dans son excellente politique d'éducation et la formation de sa ressource humaine.

Au Sénégal, ajoutera-t-il, une réflexion prospective a été menée dans les années 60, comme elle le fut en Côte d'Ivoire en 1970. Mais les études ayant été menées par des expatriés, peu imprégnés des réalités locales, l'impact de ces études s'en est ressenti. Par la suite, souligne M.Jacques Giri, dans les années 80, une réflexion prospective sur "Sénégal 2015" a été menée, cette fois par des équipes pluridisciplinaires exclusivement sénégalaises et le Pr. Mamadou Thiam offrira au monde, selon Giri, l'une des meilleures analyses rétrospectives à nos jours. Malheureusement, note-t-il, pour des

contingences de temps et de délai, la suite de l'analyse n'a pas bénéficié du temps nécessaire pour déboucher sur des résultats probants.

Les essais prospectifs en Mauritanie

"La réflexion prospective n'est pas nouvelle en Mauritanie", a-t-on appris de la bouche de M.Fall NGuissaly lors de son exposé sur la rétrospective de la planification en Mauritanie.

Dans son intervention, le directeur d'Amex-tipe, a subdivisé l'expérience mauritanienne en deux grandes périodes. Une période marquée selon lui par un système de planification centralisé jusqu'au milieu des années 80 où le pays s'engage sur la voie du libéralisme économique. Entre 1967 et 1985, la Mauritanie a ainsi connu 4 Plans de développement économique et social, avant que les institutions de Bretton Woods ne s'immiscent dans les politiques économiques, introduisant un plan de stabilisation qui s'est soldé par une liberté progressive du secteur économique et le recentrage du rôle de l'État dans la régulation et les grandes orientations. C'est l'époque des programmes d'ajustement structurel et des programmes de redressement économique et financier qui ont assaini les finances publiques et rétabli les équilibres macro-économiques, ainsi que leur lot drama-

tique sur le plan social. Les conditions économiques devenaient, selon M. Nguissaly de plus en plus favorables pour une réflexion prospective et, M.Jacques Giri est convié à la réflexion autour du processus qui devrait aboutir plus tard à la formulation de "Mauritanie 2015".

L'exercice a été suspendu après que les équipes de travail aient élaboré le canevas de scénarios. Et M.NGuissaly de souligner que ce processus ne pouvait aboutir car le concours des autres acteurs de la société civile ainsi que des partenaires du secteur privé et des communautés de base n'ont pas été associés à sa formulation.

Aujourd'hui, dira-t-il, tous les paramètres sont favorables au niveau national pour l'élaboration d'une réflexion prospective. Le conférencier a cependant relevé quelques contraintes qu'il faut lever au préalable. Entre autres, l'absence de consensus, le manque de sensibilisation des décideurs sur l'utilité d'une telle démarche. Les défis restent d'ordre démographique, géographique avec un territoire étendu et désertique, la pauvreté des ménages mauritaniens malgré des politiques sectorielles en ce sens, la fragilité du pays face aux chocs exogènes, la faiblesse organique de la société civile malgré son dynamisme, la non optimisation des relations pouvoirs publics-secteur privé. On pourrait ajouter le manque de dialogue politique et la situation délétère du pays confronté à une instabilité latente.